

Les migrations dans l'espace postsoviétique vingt ans après la chute du mur de Berlin :  
ruptures et continuités

Colloque, CERI, 6 novembre 2009

**« Le retour de l'influence russe ou la fin de « l'étranger proche » ?**

**Anne de Tinguy**

L'éclatement de l'URSS a été une rupture suivie de profonds bouleversements qui ont eu un impact immédiat sur le champ migratoire<sup>1</sup>. Celui-ci s'est depuis restructuré en fonction de logiques qui sont largement différentes de celles qui prévalaient du temps de l'URSS. L'objet de mon intervention est de tenter, près de vingt ans après la disparition de l'URSS, de tirer un premier bilan des évolutions : les migrations favorisent-elles un retour de l'influence russe, voire une nouvelle domination de la Russie sur ses partenaires, ou au contraire contribuent-elles à la poursuite de l'éclatement de cet espace postsoviétique qui était autrefois unifié et à la disparition de ce que les Russes appellent « l'étranger proche » ? L'approche adoptée relève des relations internationales. Historiquement les migrations ont joué un rôle important dans les évolutions politiques de la Russie dans ce qui a été son empire : la construction de ce dernier s'est faite par le biais de mouvements massifs de populations russes vers l'est du territoire. Qu'en est-il aujourd'hui ? Je montrerai tout d'abord qu'elles continuent à avoir un impact fort sur les relations entre la Russie et ses voisins en m'interrogeant sur l'influence qui en découle. Dans une deuxième partie, je nuancerai les premières conclusions faites. La réalité est en effet complexe : le bilan apparaît ambivalent.

**La Russie, poids lourd du champ migratoire**

L'éclatement de l'URSS a eu des conséquences apparemment paradoxales. Globalement, dans un premier temps, l'intensité de la migration a diminué. Les bouleversements en cours ont fait chuter la mobilité des populations. En Russie, la migration brute est moins importante dans les années 1990 et 2000 que dans les années 1980. Mais de nouveaux flux, puissants, se sont développés : ils se chiffrent en millions de personnes. Et les plus importants numériquement sont ceux qui se font au sein de l'espace postsoviétique. Ce sont des mouvements de différentes natures. Le plus spectaculaire, nous le verrons, est le « démêlage des peuples », selon l'expression de lord Curzon, caractéristique de la fin des empires multinationaux qui se traduit dans le cas de la Russie par un « retour » des populations russes. D'autres se sont produits : des flux de réfugiés générés par les conflits qui ont éclaté dans plusieurs des nouveaux Etats, de main d'œuvre provoqués par la chute brutale et générale du PNB des nouveaux Etats, de retour sur leur terre d'origine des peuples déportés par Staline (à titre d'exemple les Tatars sont nombreux à rentrer en Crimée), etc.

La Russie est, depuis l'effondrement de l'URSS, la grande bénéficiaire de ces mouvements. En 1989, elle accueillait 42 % des migrations qui se faisaient au sein de l'espace soviétique ; au début des années 2000, elle en accueille les trois quarts (73 %). Elle est à la fin des années 1990 et au début des années 2000 le seul des nouveaux Etats (avec la Biélorussie dans une bien moindre mesure) à avoir un solde migratoire positif. Entre les deux

---

<sup>1</sup> Cette intervention (et donc ce texte) reprend les principaux points d'A. de Tinguy « Un espace postsoviétique en pleine mutation » in C. Jaffrelot et C. Lequesne (dir.) *L'Enjeu mondial – Les Migrations*, Les Presses de Sciences po, 2009, p.85-93

recensements de 1989 et de 2002, elle accueille près de 11 millions de personnes (5,5 millions en solde migratoire en tenant compte de l'émigration vers l'Occident, 6,8 millions en ne tenant compte que de l'ex-URSS). Alors que les migrations entre la RSFSR et les autres républiques soviétiques étaient très nourries dans les deux sens (à l'exception de l'Asie centrale), à partir de 1990 le nombre de personnes qui s'installent en Russie augmente, le nombre de celles qui la quittent pour l'un des autres nouveaux Etats diminue par contre fortement. A l'inverse, l'Asie centrale dont les populations avaient un faible taux de mobilité du temps de l'URSS devient une zone majeure d'émigration.

Les deux flux numériquement les plus importants dont bénéficie la Russie sont le « retour<sup>2</sup> » des Russes en Russie et les migrations de travail. Le « retour » des Russes en Russie a été un phénomène spectaculaire : plusieurs millions de ceux qui, au moment de l'éclatement de l'URSS, résidaient hors de Russie dans l'espace CEI se sont repliés sur la Russie<sup>3</sup>. Il n'y a pas que des personnes ethniquement russes qui se sont installées sur son sol, mais dans les années 1990 la majorité le sont : elles représentent en solde migratoire 81 % des immigrations en Russie entre 1989 et 1992 et 64 % entre 1993 et 2000<sup>4</sup>. Très nourri au début des années 1990, ce flux va ensuite en se réduisant continûment. L'immigration en provenance de la CEI a été divisée par 5 entre 1990 et 2006 et elle correspond de moins en moins à un 'retour' de Russes ethniques. Leur part représentait encore 59 % de ce flux en solde migratoire entre 2001 et 2004, elle tombe à 32 % en 2007. En 2006, pour la première fois, sont arrivés du Tadjikistan davantage de Tadjiks que de Russes ; l'année suivante, les premiers sont quatre fois plus nombreux que les seconds. A la fin de cette décennie, si la majorité de ces migrants ne sont pas ethniquement russes, ils sont cependant citoyens russes. Les données du Comité des statistiques révèlent que près de 80 % des personnes en provenance des pays de la CEI qui se sont installées en 2008 sur le territoire russe avaient la citoyenneté russe. La plupart n'y avait pourtant jamais résidé : 42 % d'entre elles n'avaient même jamais changé de lieu de résidence depuis leur naissance.

Désireux de relancer cette immigration russe, le pouvoir a adopté en juin 2006 un « programme d'aide à l'installation volontaire en Fédération de Russie de compatriotes résidant à l'étranger – 2006-2012 » qui s'adresse à tous ceux qui sont « éduqués dans les traditions de la culture russe, qui maîtrisent la langue russe et qui sont désireux de ne pas rompre les liens avec la Russie ». Cette initiative n'a pas donné les résultats escomptés<sup>5</sup>.

Les migrations de main d'œuvre, dont beaucoup sont temporaires ou saisonnières, sont importantes dès le début des années 1990. Elles sont liées à la chute brutale du niveau de vie et au bouleversement des repères provoqués par l'effondrement du système soviétique et les transformations systémiques entreprises par les nouveaux Etats. La Russie, certes appauvrie dans les années qui suivent la disparition de l'URSS, mais néanmoins plus riche que ses voisins de la CEI, est d'emblée la grande bénéficiaire de ces flux. Dans les années 2000, cette migration de main d'œuvre s'accroît. Le retour de la croissance (7 % par an en moyenne entre 1999 et 2007), le redressement économique et financier qui s'opère grâce à la hausse du

<sup>2</sup> Il ne s'agit pas d'un retour au sens propre, la plus grande partie des migrants n'ayant jamais résidé en Russie.

<sup>3</sup> Pour plus de détails, cf Anne de Tinguy *La grande migration – La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Plon, 2004, chap.10, 12 et 13 et «La Russie à la croisée des flux migratoires» in G. Favarel-Garrigues et K. Rousselet (dir.) *La Russie*, Fayard, à paraître

<sup>4</sup> Cet article s'appuie sur les données statistiques du Comité des Statistiques de Russie; voir aussi Zhanna Zaiontkovskaia, N. Mkrtchian, Elena Tiourioukanova "Migratsiia" (Migrations), in Anatoli Vichnevski *Naselenie Rossii 2007*, Moscou, Institut de Démographie, Haut Collège d'Economie, 2009, à paraître

<sup>5</sup> Après un déclin continu entre 1994 et 2004, l'immigration recommence à augmenter entre 2005 et 2007, puis stagne à nouveau en 2008.

prix des hydrocarbures ainsi que l'amélioration du niveau de vie ont une forte traduction dans le domaine migratoire. L'émigration vers les pays industrialisés diminue (le nombre de personnes qui quittent définitivement la Russie est divisé par six entre le début des années 1990 et 2007) et elle continue à fléchir vers ceux de la CEI (130 000 départs en 1999, 31 300 en 2007). L'immigration de main d'œuvre, elle, se développe : le marché du travail russe attire une abondante main d'œuvre étrangère, qui vient pour les deux tiers des pays de l'espace postsoviétique (Ouzbékistan, Tadjikistan, Ukraine, Kirghizstan, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, -par ordre décroissant en 2007-, etc). Certains des ressortissants de ces pays travaillent légalement : le nombre de permis de travail délivrés augmente très sensiblement à partir du milieu de cette décennie (de 106 000 en 2000, il passe à 537 000 en 2006, à 1,15 million en 2007 et à 1,78 millions en 2008). Dans certains des nouveaux Etats la progression est spectaculaire : les Ouzbékistanais étaient 6 100 à avoir obtenu un permis de travail en 2000, ils sont 643 000 en 2008. Beaucoup d'autres travaillent sans être enregistrés : selon les estimations, ils sont entre quatre et six millions, dont une grande partie vient d'Asie centrale<sup>6</sup>.

Le phénomène migratoire correspond aujourd'hui, on le voit, à une logique avant tout économique. Lié à des situations de grande pauvreté dans certains des nouveaux Etats, il est en outre facilité par le fait qu'au sein de l'espace postsoviétique le russe a certes reculé, mais demeure la langue de communication courante, que les populations ont en commun des comportements hérités de la période soviétique et qu'elles peuvent s'appuyer sur des réseaux personnels ou autres, déjà très développés du temps de l'URSS.

Cette migration de main d'œuvre est source de dépendance des pays concernés à l'égard de la Russie. Elle est en effet devenue dans certains des nouveaux Etats un phénomène socio-économique majeur. En Moldavie, on estime qu'un habitant sur trois est à l'étranger pour travailler, près des deux tiers en Russie ; au Kirghizstan, un habitant sur cinq, mais bien davantage dans certaines régions méridionales du pays ; en Arménie, une famille sur quatre ou cinq aurait un des siens en Russie. Les transferts financiers qui en résultent jouent un rôle majeur dans les économies de ces derniers, en particulier de la Moldavie, du Tadjikistan, de l'Arménie, du Kirghizstan, etc<sup>7</sup>. On estime qu'ils représentent environ la moitié du PNB du Tadjikistan (la dépendance est d'autant plus forte que la quasi-totalité des migrants tadjiks travaillent en Russie) et qu'ils font vivre un tiers de la population du Kirghizstan.

Ces flux donnent à la Russie des moyens de pression qu'elle n'a parfois pas hésité à utiliser. Cela a été le cas en Géorgie en 2000 lorsque la Russie a imposé aux ressortissants de ce pays un régime de visas et en 2006 lorsqu'elle a suspendu toutes les liaisons maritimes, aériennes, ferroviaires et autres avec celui-ci et expulsé sans ménagement de nombreux Géorgiens qui travaillaient sur le territoire russe.

La première conclusion que je tire de ces évolutions est double. Les migrations de main d'œuvre sont sans aucun doute pour la Russie un facteur d'influence dans l'espace postsoviétique. Celle-ci exerce dans ce domaine une forte attraction sur ses voisins et son influence se nourrit de l'emploi sur son territoire de millions de personnes issues de « l'étranger proche ». La dépendance des Etats de la CEI à l'égard de la Russie n'est

---

<sup>6</sup> Données du Service Fédéral des Migrations de Russie ; et Elena Tiourioukanova « Troudovaia migratsiia v Rossiou » (Migration de main d'œuvre en Russie) *Demoscope Weekly* 1-20 janv. 2008

<sup>7</sup> Mikhaïl Denisenko, Oksana Kharaeva « Perevody gastarbaiterov na perekrestke mejdou migratsiieï i ekonomikoï » (Les transferts des gastarbaiter au croisement entre migrations et économie), *Demoscope Weekly* 30 juin-17 août 2008 ; Valeriu Mosneaga, intervention au CERI le 18 déc. 2006 : disponible sur [www.ceri-sciences-po.org](http://www.ceri-sciences-po.org), rubrique Projet transversal « Migrations et relations internationales »

cependant pas à sens unique. Les problèmes démographiques très sérieux auxquels est confrontée la Russie se répercutent sur son marché du travail. Ils entraînent un déficit de main d'œuvre qui se chiffre déjà en centaines de milliers, voire en millions de personnes et qui ira croissant dans les années à venir si l'on en croit différents experts. La Russie ne peut donc pas se passer d'une main d'œuvre étrangère. Celle venant de la CEI est bon marché (en particulier lorsqu'elle est en situation d'illégalité), peu exigeante et prête à occuper les emplois peu qualifiés que les Russes rechignent à prendre. Dans certains secteurs, en particulier dans le bâtiment (40 % de la force de travail), le commerce et les services, elle joue un rôle essentiel. Jusqu'à la crise de 2008, elle a permis à la Russie de soutenir sa croissance économique. Les migrants seraient à l'origine de 8 à 10 % de son PIB. Il s'agit donc bien dans ce domaine d'une interdépendance qui contribue à redonner une cohérence à cet espace.

### **La fin de « l'étranger proche » ?**

Les forces à l'œuvre ne sont cependant pas univoques. Certains des flux vont dans le sens de la diversification et de l'ouverture de l'espace postsoviétique sur le monde extérieur. Ils ont pour effet d'affaiblir les positions de la Russie et la cohérence de l'ensemble.

Les migrations favorisent à maints égards la poursuite de l'éclatement de ce qui fut l'empire russo-soviétique, contribuant à faire de « l'étranger proche » un étranger de moins en moins proche. Elles correspondent en effet, en partie, à une décolonisation. Dans certaines régions de l'URSS, elles ont anticipé les événements politiques. En Asie centrale, le reflux sur la Russie des populations russes a commencé à la fin des années 1970 : il marque le début d'un processus de décolonisation qui n'a fait que s'accroître avec l'éclatement de l'URSS et les indépendances. Depuis 1991, cette région s'est vidée de ses Russes : plus de 80 % d'entre eux ont quitté le Tadjikistan, plus d'un tiers, le Kazakhstan et le Kirghizstan, plus des deux tiers le Turkménistan, plus de la moitié l'Ouzbékistan. Il y avait près de 10 millions de Russes en Asie centrale en 1989 ; il n'en reste aujourd'hui qu'un peu plus de 5 millions<sup>8</sup>.

Quel lien peut-on faire entre ces départs et l'influence de la Russie ? Cette émigration n'est pas directement à l'origine d'une réduction de ses moyens d'action dans son ancien empire dans la mesure où les populations russes n'y étaient pas des relais actifs de son influence dans le domaine politique. Du temps de l'URSS, les Russes qui occupaient des postes politiques de premier plan n'étaient pas pour beaucoup des autochtones, ils venaient de Russie. L'émigration a néanmoins un impact car elle se produit dans un contexte de recul des positions russes dans ce domaine : à des degrés divers selon les Etats, l'éclatement de l'URSS a débouché sur la dislocation du système de pouvoir qui existait du temps de l'Union soviétique et sur la nationalisation du champ politique. Depuis 1991, les populations russes des nouveaux Etats sont largement exclues du pouvoir politique et elles ne sont pas en mesure de former des forces politiques. La Russie n'a donc guère dans ce domaine de relais en leur sein. Elle ne semble d'ailleurs guère avoir cherché à soutenir dans ces Etats la promotion d'élites issues de la population russe.

Cette émigration a par ailleurs en elle-même une signification politique forte, d'autant plus forte que la réduction de la présence russe a des effets linguistiques et culturels qui sont accentués par les politiques menées par les nouveaux Etats. L'affirmation identitaire est passée dans ces derniers par une promotion de la culture nationale, notamment de la langue

---

<sup>8</sup> Sébastien Peyrouse « La colonisation russe en Asie centrale à l'époque soviétique » in C. Jaffrelot et C. Lequesne (dir.) *L'Enjeu mondial – Les Migrations*, op. cit., 2009, p.98

nationale devenue langue d'Etat, symbole de l'indépendance et de la rupture avec le passé, et par des révisions historiographiques. Elle s'accompagne d'une volonté de s'ouvrir à d'autres modèles culturels que celui proposé par la Russie. Le résultat est une forte diminution du nombre de locuteurs de russe : si l'on en croit les résultats d'une étude faite par le MID, le ministère russe des Affaires étrangères, la chute est particulièrement forte chez les jeunes et dans certains pays : à titre d'exemple, en Lituanie, 80 % des adultes maîtrisent le russe contre 13 % des moins de 15 ans. Le changement d'alphabet (le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont fait le choix de la latinisation), la dérussification de l'enseignement (le nombre d'établissements en langue nationale augmentant fortement dans tous les nouveaux Etats) et des médias, les changements de toponymes et autres noms propres sont des symboles forts de la distance prise avec Moscou, ils marquent une volonté de rupture avec le passé russo-soviétique. Cette dérussification est certes loin d'être totale. Le russe reste, on l'a dit, une langue de communication courante et les médias russes, en particulier la télévision, continuent à être très présents. Il reste qu'un processus de réorientation culturelle est en cours depuis le début des années 1990.

La Russie pourrait utiliser les flux qui se sont développés pour construire un nouveau type de relation, post-impérial, avec ses partenaires. Ce n'est pas ce qu'elle fait. Si elle donne à de très nombreux ressortissants des nouveaux Etats les moyens de subvenir à leurs besoins, elle ne se comporte pas comme un pays d'accueil soucieux de s'ouvrir à l'immigration. Le nombre de permis de travail délivré a certes beaucoup augmenté, on l'a vu, mais au sein de la société russe, les attitudes à l'égard des Caucasiens et des personnes originaires d'Asie centrale sont fréquemment négatives. La xénophobie (qui est aussi de l'ethnophobie) s'est développée ces dernières années et elle débouche régulièrement sur des actes de violence : émeutes anti-caucasiennes à Kondoponga en Carélie en 2006, assassinat chaque année de nombreux travailleurs caucasiens ou centre-asiatiques. Elle se manifeste aussi de manière plus insidieuse par de multiples discriminations au niveau de l'accès à l'emploi (à l'embauche, en matière de salaire et de conditions de travail) et au logement. Au lieu de lutter contre ces phénomènes, le pouvoir bien souvent entretient intolérance et préjugés.

Si la Russie est un pôle d'attraction, elle n'est plus, en outre, le seul pays à attirer une main d'œuvre étrangère. De nouveaux pôles ont émergé dès les années 1990 au sein de l'espace postsoviétique comme à l'extérieur de celui-ci. Le Kazakhstan, devenu en quelques années un pays d'immigration, exerce aujourd'hui une attraction concurrente. Entre 1999 et 2004, 335 000 personnes se sont installées sur son sol : 95 % viennent de l'espace CEI, près d'un tiers d'Ouzbékistan<sup>9</sup>. En 2004, pour la première fois depuis 1968, son solde migratoire est devenu positif. Il accueille également un nombre croissant de saisonniers et de travailleurs temporaires centre-asiatiques : officiellement environ 500 000, officieusement beaucoup plus. Dans une moindre mesure, Olexiy Pozniak l'a montré dans son intervention<sup>10</sup>, la tendance est la même en Ukraine : négatif depuis 1994, son solde migratoire est redevenu positif à partir de 2005. Sa situation géographique fait que cet Etat est également un pays d'accueil, en principe temporaire, pour de nombreux migrants « en transit » dont la destination finale est l'Europe ou l'Amérique du nord. Plusieurs des pays membres de l'UE attirent eux aussi une immigration venant des nouveaux Etats. Depuis les années 1990, les Ukrainiens sont plusieurs centaines de milliers à se tourner vers l'ouest du continent : ils travaillent en Europe centrale, en particulier en République tchèque, en Pologne, en Hongrie, ainsi que dans la partie occidentale de l'UE, notamment en Italie et au Portugal. Les Moldaves, nombreux à travailler en Russie, le sont aussi, dans une moindre mesure, dans les pays de l'UE : les salaires y étant

<sup>9</sup> Sur ce point voir dans ce dossier les très intéressantes cartes faites par Julien Thorez

<sup>10</sup> Voir le texte d'O. Pozniak ci-dessus dans ce dossier

plus élevés, les transferts financiers sont deux fois plus importants en provenance de l'UE que de la Russie. Les Russes sont eux aussi présents dans certains pays de l'UE ainsi qu'en Chine. Certains Ouzbeks prennent, eux, la direction de la Corée du sud, etc.

L'éclatement en cours de l'espace postsoviétique se fait par ailleurs par le biais des régimes de franchissement des frontières. Ce qui a été une entité ne l'est plus. Le souci de libre circulation affirmé en octobre 1992 (accord de Bichkek) est remis en cause dès la fin des années 1990. En 1999, le Turkménistan a imposé des visas à certains de ses partenaires et en 2000, la Russie s'est retirée de l'accord de Bichkek, puis elle a imposé à la Géorgie un régime de visas. En outre, depuis 2005, les passeports intérieurs qui permettaient de passer les frontières entre les pays-membres de la CEI ne sont plus acceptés. Ces décisions sont hautement symboliques : elles contribuent elles aussi à rendre « l'étranger proche » de moins en moins proche.

x                      x  
x

Près de vingt ans après l'effondrement de l'URSS, l'espace postsoviétique garde une cohérence. Sa restructuration a été dominée par les conséquences de l'éclatement de l'empire et par les facteurs économiques. Les évolutions ont bénéficié en premier lieu à l'ancienne puissance impériale qui exerce une forte attraction sur le marché du travail de ses partenaires. L'interdépendance qui en résulte est un ciment des relations entre les pays-membres de la CEI. Mais la Russie n'est plus aujourd'hui le seul pôle d'attraction au sein d'un espace qui n'est plus l'entité qu'il a été.

Qu'en sera-t-il demain ? La crise financière qui a touché de plein fouet la Russie comme les autres Etats de la zone risque de bouleverser à nouveau la donne. Il y a là une source de déstabilisation majeure des Etats les plus concernés par ce phénomène. La dégradation de l'économie russe a entraîné de nombreux licenciements de travailleurs étrangers. Si elle s'accroît, elle pourrait entraîner un retour des travailleurs des Etats de la CEI, une forte réduction des transferts financiers vers ces Etats, une montée du chômage et une aggravation de la récession. Ce scénario aurait inévitablement des conséquences socio-politiques qui pourraient être sérieuses, en particulier dans les pays d'Asie centrale. Il en aurait aussi en Russie, pour des raisons à la fois démographiques et économiques.